L.38 /1

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par lettre du Ministre du Budget en date du 29 octobre 1948 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent dérogeant à l'article 16 du statut des agents de l'Etat en faveur de certains agents de la deuxième catégorie, a donné en sa séance du 12 novembre 1948 l'avis suivant :

1. Analyse du texte

En vertu de l'article 15 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 relatif au statut des agents de l'Etat, nul ne peut être nommé agent de l'Etat s'il ne satisfait aux conditions d'admission et ne subit avec succès les épreuves prévues.

L'article 16 fixe les conditions auxquelles doivent répondre les candidats pour être autorisés à se présenter aux épreuves d'admission. Il est prévu notamment sous le n°6 que les candidats à une fonction de la première catégorie devront être porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études supérieures ou d'enseignement assimilé.

C'est à cette disposition que le projet d'arrêté déroge en permettant, à titre exceptionnel et provisoire, à certains agents de la deuxième catégorie de se présenter à l'examen d'admission au stage pour les fonctions de secrétaire d'administration, alors que ce grade classe ceux qui l'obtiennent en première catégorie (arrêté royal du 30 mars 1939).

Les agents en faveur desquels la dérogation est consentie sont les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études délivré par la section des sciences administratives de l'Institut supérieur de commerce de la ville de Bruxelles ou par le Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen à Ixelles qui sont agents définitifs de la deuxième catégorie depuis deux ans au moins et ont le signalement " bon ".

Il faut observer qu'en vertu du dernier alinéa de l'article 16 les agents de la seconde catégorie sont, après quatre ans de fonctions, admis à faire partie de la première catégorie sans nouveau stage si leur fiche de signalement porte la mention " bon " et s'ils se classent en ordre utile au concours d'admission.

./....

Toutefois, ainsi qu'il résulte du rapport au Roi précédant l'arrêté du 30 mars 1939 sur le classement des fonctions d'agent de l'Etat en catégories, cela leur permet uniquement de se présenter à l'examen de chef de bureau mais non à celui de secrétaire d'administration, qui est réservé aux universitaires et diplômés de hautes écoles.

La dérogation prévue par le projet d'arrêté a donc pour effet d'assimiler aux porteurs de diplômes universitaires les agents de deuxième catégorie répondant aux conditions fixées par l'article 1.

Ces agents, s'ils réussissent l'examen d'admissio devront, comme les autres candidats, faire un stage de trois ans. C'est pourquoi l'article 2 du projet prévoit qu'en application de l'article 8 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, un congé leur est éventuellement accordé pour leur permettre d'accomplir ce stage.

II. Observation générale

Le statut des fonctionnaires est établi par un arrêté de portée générale; un arrêté de portée particulière qui dispenserait de l'application de certaines règles du statut, serait susceptible d'un recours devant le Conseil d'Etat.

D'autre part, serait contraire à l'égalité des citoyens devant la loi, un arrêté qui poserait dans les statuts des conditions d'idonéité manquant d'objectivité.

Le projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat a pour but de permettre de recevoir au concours d'admission au stage de secrétaire d'administration, des candidats qui n'ont pas les diplômes universitaires ni les diplômes équivalents actuellement requis.

Bien qu'il restreigne cet avantage aux membres du personnel de l'Etat qui rempliront certaines conditions de carrière et qui seront porteurs d'un diplôme délivré par deux écoles nominativement désignées, on peut y voir une mesure générale dérogeant à la fois aux règles d'avancement et aux règles de recrutement fixées par l'article 16 de l'arrêté du 2 octobre 1937.

L'arrêté ne comporte aucune référence aux principes qui président au choix des diplômes exigés. On dira que si le gouvernement se contente de désigner deux écoles privées par leur nom, c'est qu'il n'y en a pas d'autres qui offrent un enseignement de même valeur, mais l'arrêté serait légalement plus sûr si le gouvernement réalisait ses intentions en précisant directement ou indirectement les règles auxquelles il se réfère pour choisir les écoles qui, dorénavant, offriront aux agents de deuxième catégorie l'accès au grade de secrétaire d'administration.

INTITULE DU PROJET

Le texte suivant est proposé :
" Arrêté du Régent dérogeant, en faveur de certains agents
" de la deuxième catégorie, à l'arrêté royal du 2 octobre
" 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

EXAMEN DU PROJET

Première formule de sanction :
Il ne faut pas de point d'exclamation après le mot " Salut ".

Préambule :

Alinéa 1 : a) Il ne faut pas de virgule après 1937.
b) L'intitulé exact de l'arrêté visé est "portant le statut ... "
c) Le mot statut doit s'écrire avec une minuscule tant dans le titre que dans le texte.

Alinéa 2-a) Un arrêté du 24 août 1948 établit une dérogation à l'arrêté du 7 août 1939 pour les candidats ayant commencé leurs études avant 1943. Cet arrêté du 24 août 1948 devrait donc être mentionné.

b) les mots " et complété " devraient être supprimés pour alléger le texte étant donné qu'ils sont superflus. En effet chaque fois que l'on complète un texte, on modifie celui-ci.

Alinéa 3 - Cet alinéa doit disparaître si l'on supprime l'article 2 du projet ainsi qu'il est proposé plus loin.

Il faut observer que la mention de l'arrêté du 16 mars 1940 est insuffisante, cet arrêté ayant été modifié par l'arrêté du Régent du 1er février 1946.

Alinéa 4 - Il est préférable d'écrire " deuxième " en toutes lettres.

Alinéa 5 - a) Il serait préférable de rédiger le début de cet alinéa comme suit : " Considérant que, si les diplômes et certificats acquis dans ces conditions ne peuvent être assimilés ... "

b) Les majuscules à " Secrétaire " et à " Administration " ne se justifient pas.

Alinéa proposé : Il y aurait lieu d'ajouter après l'alinéa 6 un alinéa supplémentaire mentionnant l'avis du Conseil d'Etat.

Article 1

1.

Les mots " à titre exceptionnel et provisoire " n'auraient de sens dans le texte que si la durée d'application de l'arrêté était fixée. Ils doivent donc être supprimés.

Si le but visé est d'indiquer les intentions du Gouvernement, en l'absence d'un rapport au Régent précisant ces intentions, ces mots seraient mieux à leur place dans

le préambule où ils pourraient être introduits à l'alinéa 5 après le mot "autoriser".

2.

La mesure envisagée constitue une dérogation non seulement au 6a de l'article 16 mais aussi au dernier alinéa du texte primitif de cet article. Il est donc préférable d'écrire : "Par dérogation à l'article 16 de l'arrêté royal ..."

3.

L'intitulé de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 devrait être rectifié comme dans le préambule.

4.

Il résulte de renseignements recueillis que l'"Institut supérieur de Commerce" n'est pas un établissement communal d'enseignement. Les mots "de la ville de Bruxelles" devraient donc être remplacés par "à Bruxelles"

5.

Les mots 2ème et 2de dans les textes français et néerlandais et le chiffre 5 dans le texte français devraient être écrits en toutes lettres.

Article 2

La portée de cet article n'apparaît pas clairement. L'arrêté royal du 16 mars 1940, modifié par l'arrêté du Régent du 1 février 1946 permet aux agents définitifs d'obtenir un congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas.

./...

Il semble bien que l'article a simplement pour but de rappeler le droit des agents à obtenir le congé prévu par les arrêtés précités et, dans ce cas, il est inutile. Il est donc préférable de le supprimer pour éviter toute erreur d'interprétation.

Si, au contraire, le but du Gouvernement était de favoriser spécialement les agents visés à l'article 1, et de déroger en ce qui les concerne à l'arrêté du 16 mars 1940 en leur accordant un droit sans réserve au congé, le texte de l'article 2 devrait préciser cette dérogation.

Article 3

La rédaction de cet article n'est pas conforme à la loi. Il faut écrire "... du présent arrêté qui entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge ".

En conséquence, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

L.38

Arrêté du Régent dérogeant, en faveur de certains agents de la deuxième catégorie, à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l' Etat.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, et notamment son article 16;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939, déterminant les diplômes et certificats d'études requis des candidats aux fonctions de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1940 et par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 24 août 1948;

Considérant que l'Etat a intérêt à encourager les agents définitifs de la deuxième catégorie qui se sont imposé l'effort d'entreprendre et de mener à bien des études administratives spécialisées d'une valeur technique incontestable, en suivant des cours du soir;

Considérant que, si les diplômes et certificats acquis dans ces conditions ne peuvent être assimilés aux diplômes universitaires, ils constituent cependant un titre suffisant pour autoriser à titre exceptionnel et provisoire les agents qui en sont porteurs et qui répondent à certaines conditions supplémentaires à se présenter aux concours d'admission au stage pour les emplois de secrétaire d'administration;

Vu l'avis de la Commission de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition du Premier Ministre et du Ministre du Budget et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article premier - Par dérogation à l'article 16, , de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, les agents définitifs de la deuxième catégorie porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle de cinq ans par la section des sciences administratives de l'Institut supérieur de Commerce à Bruxelles ou par le Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen à Ixelles, pourront se présenter aux concours d'admission au stage pour les emplois de secrétaire d'administration, à condition cependant:

1° d'être agent définitif de la deuxième catégorie depuis au moins deux ans;
2° d'avoir le signalement "bon".

Article 2.- Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Donné à , le

Par le Régent:

LE PREMIER MINISTRE,

LE MINISTRE DU BUDGET,

L.38.

Versiom néerlandaise de l'Avis, établie conformément à l'article 44 de la loi du 23 décembre 1946.

KONINKRIJK BELGIE.

Advies van de Raad van State.

De Raad van State, Afdeling Wetgeving, eerste Kamer, door brief d.d. 29 October 1948 van de Minister van Begroting geraadpleegd over een ontwerp van besluit van de Regent tot afwijking van artikel 16 van het Statuut van het Rijkspersoneel ten bate van sommige personeelsleden der tweede categorie , heeft ter zitting d.d. 22 November 1948 volgend advies uitgebracht:

1.- Ontleding van de tekst.

Krachtens artikel 15 van het Koninklijk besluit van 2 October 1937 betreffende het Statuut van het Rijkspersoneel kan niemand tot rijksambtenaar worden benoemd indien hij niet aan de toelatingsvereisten voldoet en niet slaagt in de voorziene examens.

In artikel 16 worden de vereisten bepaald waaraan de candidaten moeten voldoen om zich te mogen aanmelden voor de toelatingsexamens. In nr 6 namelijk wordt bepaald dat de candidaten tot een ambt van de eerste categorie, houder moeten zijm van een einddiploma of-getuigschrift van hoger- of daarmee gelijkgesteld onderwijs.

Het is van deze bepaling dat het ontwerp van besluit afwijkt wanneer het, bij wijze van uitzonderlijke en voorlopige maatregel, sommige ambtenaren der tweede categoerie in de gelegenheid stelt zich aan te melden op het toelatingsexamen tot de proeftijd voor het ambt van bestuurssecretaris, graad waarbij degenen die hem bekomen, in de eerste categorie van het Rijkspersoneel worden gerangschikt (Koninklijk besluit van 30 Maart 1939).

De ambtenaren ten bate van wie de afwijking wordt toegestaam zijn die welke houder zijn van een einddiploma of- getuigschrift, uitgereikt door de " Section des sciences administratives de l'Institut supérieur de Commerce de la Ville de Bruxelles" of door het Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen te Elsene, en die sedert ten minste twee jaar vast ambtenaar zijn van de tweede categorie en de beoordeling " goed" hebben bekomen.

Er valt op te merken dat, krachtens het laatste lid van artikel 16, de ambtenaren der tweede categorie, na vier jaar dienst, zonder nieuwe proeftijd

worden toegelaten tot de eerste categorie, indien op hun beoordelingskaart de vermelding " goed " voorkomt en zij, volgens de uitslag van het toelatingsexamen in aanmerking komen.

Evenwel, zoals blijkt uit het verslag aan de Koning dat het besluit van 30 Maart 1939 betreffende de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel voorafgaat, krijgen zij hierdoor enkel de gelegenheid zich aan te melden voor het examen voor bureelhoofd, doch niet voor dat voor bestuurssecretaris, waaraan slechts universitairen en gediplomeerden van hogere scholen mogen deelnemen.

De afwijking door het ontwerp van besluit voorzien heeft dus tot uitwerking, dat de ambtenaren van de tweede categorie die aan de in artikel 1 bepaalde vereisten voldoen, gelijkgesteld worden met de houders van universitaire diploma's.

In geval zij slagen in het toelatinsexamen moeten deze ambtenaren, zoals de andere candidaten, een proeftijd van drie jaar doormaken. Daarom wordt door artikel 2 van het ontwerp bepaald dat, bij toepassing van artikel 8 van het koninklijk besluit van 16 Maart 1940, hun eventueel een verlof wordt toegestaan om deze proeftijd te voleindigen.

II.- Algemene opmerking.

Het statuut der ambtenaren is vastgesteld door een besluit met algemene draagkracht; een besluit met bijzondere draagkracht dat van de toepassing van sommige regelen van het statuut zou ontslaan, zou vatbaar zijn voor een verhaal voor de Raad van State.

Anderdeels, zou een besluit dat im de statutem voorwaarden van geschiktheid zou stellen die niet objectief zijn, strijdig zijm met de gelijkheid van de staatsburgers voor de wet.

Het ontwerp van besluit dat aan de Raad van State is voorgelegd heeft tot doel candidaten, die niet in het bezit zijn van de thans geëiste universitaire of gelijkwaardige diploma's, in de gelegenheid te stellen zich aan te melden op het toelatingsexamen voor de proeftijd van bestuurssecretaris.

Ofschoon dit voordeel beperkt blijft tot de leden van het Rijkspersoneel die aan bepaalde voorwaarden betreffende de loopbaan voldoen en die houder zijn van een diploma dat door twee bij name aangeduide scholen is afgeleverd, kan men er een algemene maatregel in zien waarbij afgeweken wordt van de regelen, zowel van bevordering als van aanwerving, die door artikel 16 van het besluit van 2 October 1937 zijn vastgesteld.

Het besluit bevat geen enkele verwijzing naar de beginselen waardoor de keuze van de vereiste diploma's wordt verantwoord. Men zal zeggen dat, zo de regering het voldoet de acht twee private scholen bij name aan te duiden, dit betekent dat er geen andere zijn die een evenwaardig onderwijs verstrekken; toch zou het ontwerp op het gebied van de wettelijkheid sterker staan indien de regering, bij het verwezenlijken van haar inzichten, rechtstreeks of onrechtstreeks de regelen opgaf waaraan zij zich houdt bij de keuze van de scholen die voortaan aan de ambtenaren van de tweede categorie de toegang tot de graad van bestuurssecretaris zullen verschaffen.

Titel van het ontwerp.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

" Besluit van de Regent tot afwijking, ten bate van sommige ambtenaren der tweede categorie, van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het Statuut van het Rijkspersoneel".

.../...

Onderzoek van het ontwerp.

Eerste bekrachtigingsformule :

Na het woord "Heil" komt geen uitroepteken.

Inleiding

Alinea 1.- a) Er hoeft geen komma te staan na 1937.

b) De juiste titel van het bedoelde besluit is in het Frans: "portant le statut..."

c) In de Franse versie moet "statut" zowel in de titel als in de tekst met kleine letter worden geschreven.

Alinea 2.- a) Een besluit van 24 Augustus 1948 voert een afwijking in van het besluit van 7 Augustus 1939 ten behoeve van de candidaten die hun studies vóór 1943 begonnen hebben. Dit besluit van 24 Augustus 1948 zou dus moeten vermeld worden.

b) De woorden "en aangevuld" zijn overbodig en zouden dus moeten wegvallen om de tekst te verlichten. Immers, telkens als een tekst wordt aangevuld wordt hij ook gewijzigd.

Alinea 3.- Deze alinea valt weg wanneer, zoals verder wordt voorgesteld, artikel 2 van het ontwerp wordt geschrapt.

Op te merken valt dat de vermelding van het besluit van 16 Maart 1940 onvoldoende is; dit besluit werd immers gewijzigd bij besluit van de Regent van 1 Februari 1946.

Alinea 4.- " Tweede " wordt beter voluit geschreven.

Alinea 5.- a) Dit alinea kan beter als volgt beginnen:

" Overwegende dat, al kunnen de in deze voorwaarde bedoelde diploma's en getuigschriften niet worden gelijkgesteld ...".

.../...

b.- Er is geen reden om "bestuurssecretaris" met hoofdletter te schrijven.

Voorgesteld alinea : Na alinea 6 dient een bijkomend alinea te worden ingelast waarin het advies van de Raad van State wordt vermeld.

Artikel 1.-

1 De woorden "bij wijze van uitzondering en [illegible] voorlopigen titel" zouden in de tekst slechts zin hebben wanneer de duur van toepassing van het besluit was vastgesteld. Zij vallen dus weg.

Zo het in de bedoeling ligt met die woorden het inzicht van de Regering, dat immers niet in een verslag aan de Regent wordt omschreven, duidelijk te maken, dan zouden zij beter thuishoren in de inleiding, met name in alinea 5 na het woord "vereisten".

2. De overwogen maatregel betekent een afwijking niet alleen van 6a van artikel 16 maar ook van de laatste alinea van de oorspronkelijke tekst van dit artikel. Het ware dus beter te schrijven: " In afwijking van artikel 16 van het koninklijk besluit ...".

3. De titel van het koninklijk besluit van 2 October 1937 zou moeten verbeterd worden zoals in de inleiding.

4. Uit inlichtingen die werden ingewonnen blijkt dat het "Institut Supérieur de Commerce" geen gemeentelijke onderwijsinstelling is. De woorden " de la ville de Bruxelles" zouden dus moeten vervangen worden door: "te Brussel".

5. De woorden 2de en 2ème in de Nederlandse en Franse teksten en het cijfer 5 in de Franse tekst zouden voluit moeten geschreven worden.

Artikel 2.-

De bedoeling van dit artikel is niet volkomen duidelijk. Het koninklijk besluit van 16 Maart 1940, gewijzigd door het besluit van de Regent van 1 Februari 1946, laat het vast personeel toe een verlof te bekomen om in een an-

dere Rijksbetrekking een proeftijd door te maken, voor zover dit niet tegen het belang van de dienst indruist.

Blijkbaar heeft het artikel gewoon tot doel te herinneren aan het recht van de ambtenaren om het bij de voornoemde besluiten bepaalde verlof te bekomen; in dit geval is het artikel overbodig. Om alle verkeerde interpretatie te voorkomen kan het dus beter wegvallen.

Ligt het integendeel in de bedoeling van de Regering in het bijzonder de in artikel 1 bedoelde ambtenaren te begunstigen en wat hen betreft af te wijken van het besluit van 16 Maart 1940 door hun een recht zonder voorbehoud op verlof te verlenen, dan moet deze afwijking in de tekst van artikel 2 worden bepaald.

Artikel 3.-

Overeenkomstig de wet moet dit artikel als volgt worden geredigeerd : " ... van dit besluit, dat in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

Derhalve stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

Besluit van de Regent tot afwijking, ten bate van sommige ambtenaren der tweede categorie, van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het Statuut van het Rijkspersoneel.

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het Statuut van het Rijkspersoneel en inzonderheid op artikel 16 er van;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939, tot vaststelling van de diploma's en de getuigschriften van genoten onderwijs vereist van de candidaten voor een Rijksbetrekking, gewijzigd door het koninklijk besluit van 18 Maart 1940 en door de besluiten van de Regent van 11Februari 1946 en van 24 Augustus 1948;

Overwegende dat de Staat er belang bij heeft de vaste ambtenaren der tweede categorie aan te moedigen die zich de moeite hebben getroost door het volgen van avondlessen gespecialiseerde administratieve studiën van onbetwistbare technische waarde te ondernemen en tot een goed einde te brengen;

Overwegende dat, al kunnen de in deze voorwaarden behaalde diploma's en getuigschriften niet gelijkgesteld worden met de universiteitsdiploma's, zij toch een voldoende bewijs uitmaken om de ambtenaren, die er houder van zijn en die voldoen aan sommige bijkomende vereisten, bij wijze van uitzonderlijke en voorlopige maatregel te machtigen zich aan te melden voor de vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd voor de betrekkingen van bestuurssecretaris;

.../...

Gelet op het advies van de Syndicale Commissie van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Eerste Minister en van de Minister van Begroting en op advies van de in Raad vergaderde Ministers;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

In afwijking van artikel 16, van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het Statuut van het Rijkspersoneel, mogen de vaste ambtenaren der tweede categorie die houder zijn van een einddiploma of- getuigschrift uitgereikt na een cyclus van vijf jaar door de "Section des Sciences administratives de l'Institut supérieur de Commerce" te Brussel of door het Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen te Elsene, zich aanmelden voor de vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd voor de betrekkingen van bestuurssecretaris, op voorwaarde echter :

1° - dat zij sedert ten minste twee jaar vast ambtenaar van de tweede categorie zijn;

2° - dat zij de beoordeling "goed" hebben bekomen.

Artikel 2.-

De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit, dat in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Gegeven te ... , de...

Vanwege de Regent,

De Eerste Minister,

De Minister van Begroting,

Etaient présents :

Messieurs :

, Président

De Heren :

, Voorzitter

DEVAUX et HOLOYE

, Conseillers d'Etat
, Raadsheren van State.

STENUIT ET DOR

, Assesseurs de la section de législation
Bijzitters van de afdeling wetgeving.

, Greffier,
Griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,